



digital.union@sonapresse.com

L'actu du web

Par I.M'B.

LE TÉLÉPHONE AUX TOILETTES PEUT CAUSER DES HÉMORROÏDES



Photo: DR

C'est une fâcheuse habitude ; 9 personnes sur 10 continuent de scroller et de manipuler leur smartphone lorsqu'ils sont aux toilettes. Utiliser un smartphone en allant aux toilettes est particulièrement sale, mais ce n'est pas tout. En plus de contaminer votre écran avec des bactéries dangereuses, vous risquez de favoriser... l'apparition d'hémorroïdes. En effet, utiliser son téléphone aux toilettes peut augmenter le risque de développer des hémorroïdes, c'est-à-dire des veines dilatées et enflammées très douloureuses (et persistantes) autour de l'anus ou du rectum. Dans un article de Healthline de 2018, cité en source par Presse-Citron.fr hier, le Dr Karen Zaghiyan, une chirurgienne colorectale, explique que "si une selle n'est pas produite après quelques minutes sur les toilettes, il ne faut pas la forcer". Or lire un bouquin, ou scroller votre fil Instagram vous invite à passer trop de temps sur l'expiatoire. Or, rester assis trop longtemps sur la cuvette et se concentrer sur son écran peut entraîner une pression excessive sur l'anus et une constipation.

1ER-MAI : LES FRANÇAIS DANS LA RUE



Photo: DR

Les Français ont investi les rues de France hier. La mobilisation a été "fournie, voire historique". La Dépêche.fr évoque "des millions de Français (qui) ont été dans les rues des villes du pays". Rien qu'à Paris, "entre 80 000 et 100 000 personnes", estime BFM TV. À Avignon, France Bleu Vaucluse.fr comptabilise : "la manifestation qui est passée devant l'hôtel du département de Vaucluse a rassemblé 20 000 personnes". Le Parisien.fr parle de 20 000 à Strasbourg. France Bleu Occitane tweete qu'à Toulouse (photo), "15 000 de personnes (étaient) dans le cortège", selon la Police.

E-  BUSINESS...

Ca Pay poursuit son ambitieuse aventure

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

MOTIVER davantage les entreprises qui utilisent Ca Pay et parallèlement poursuivre la prospection vers d'autres entreprises qui ne connaissent pas encore bien cette application, c'est l'objectif visé par l'équipe dirigeante de la start-up qui porte le même nom. Elle vient de tenir une rencontre B to B à Libreville, qui a vu la participation de plusieurs entrepreneurs.

A ce jour, deux entreprises utilisent les services de Ca Pay. D'abord GFSC, une entreprise du secteur forestier et environnemental. Ainsi que la plateforme Ozik music, un programme de variété musicale. " Le but pour nous était de dire merci. A ce jour, c'est une centaine de personnes qui reçoivent leur salaire chaque fin de mois à travers notre application à Libreville et, très prochainement, à l'intérieur du pays... ", confie Ariane Akeret, la fondatrice de la jeune start-up gabonaise.

Lancée officiellement le 16 avril 2021, cette nouvelle entreprise digitale a été incubée à la Société d'incubation numérique du Gabon (Sing). Portée par le désir de proposer des solutions de paiement innovantes, cette société estime que l'inclusion financière est un facteur



Photo: SNN

Ariane Akeret, fondatrice de Ca Pay.

essentiel de réduction de la pauvreté et de promotion de la prospérité.

Au niveau national, 80% des villes ne possèdent pas de structures bancaires ; 70% de la population n'est pas bancarisée ; 53% des agents de la Fonction publique ne disposent pas

de comptes bancaires. Cette situation crée des contraintes majeures, rendant difficiles la paie en temps et en heure aussi bien pour les employeurs que les employés.

La société Ca Pay propose donc une solution sécurisée de gestion de paiement en masse

via mobile money. L'entreprise s'adresse ainsi aux entreprises, aux caisses de prestations sociales, aux organismes, aux associations et administrations publiques enregistrant en leurs effectifs des personnes non-bancarisées ou vivant dans des zones sans banque.

Portails commerciaux

UNE IMPORTANTE SUBVENTION POUR LE E-COMMERCE AFRICAIN

GMNN
Libreville/Gabon

Le site en ligne "We are tech.africa" vient d'annoncer que le Fonds africain de développement (FAD), le guichet concessionnel de la Banque africaine de développement (BAD), et la Smart Africa Alliance ont décidé, le mardi 25 avril dernier, de la signature d'un protocole d'accord pour le lancement du projet IDECT (Institutional Support for Digital Payments and e-Commerce Policies

for Cross-Border Trade Project) visant à rationaliser les politiques de commerce numérique et du e-commerce dans dix pays africains.

Le protocole d'accord a été paraphé au Zimbabwe par Lacina Koné, le directeur général de Smart Africa, et Leïla Mokaddem, la directrice générale de la Banque africaine de développement pour la région de l'Afrique australe, en marge de la 6e édition du Sommet Transform Africa (TAS) qui s'est tenu jusqu'au vendredi 28 avril à Victoria



Photo: LPI/Valentin Cebron/L'Union

Falls. Le commerce électronique est souvent présenté comme une voie de l'avenir en Afrique. Le secteur a connu une croissance

exponentielle ces dernières années et devrait davantage se développer, selon la Société financière internationale (SFI).